

N° 5172¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROPOSITION DE LOI**portant organisation d'un réseau de bibliothèques communales**

* * *

PRISE DE POSITION DU GOUVERNEMENT

(25.11.2003)

L'objet de la proposition de loi de l'honorable député Marc Zanussi est de créer un réseau de services de bibliothèques publiques et d'information (SBI) sur l'ensemble du territoire du Luxembourg. Aussi louable qu'elle soit, cette proposition donne lieu aux observations suivantes de la part du Gouvernement:

En prenant en considérant la situation actuelle relative aux bibliothèques communales, c.-à-d. le fait que seulement 7 des 118 communes du Luxembourg disposent d'une bibliothèque publique, il s'ensuit de la proposition sous examen qu'au moins 111 communes devraient créer de nouvelles structures bibliothécaires ou d'accueil avec le personnel afférent. L'article 2 précise en effet expressément que chaque commune du Luxembourg devra au moins disposer d'un bureau d'accueil pour garantir un accès aisé aux SBI. L'auteur du texte propose à cette fin que les communes de taille réduite coopèrent avec des communes voisines plus grandes sans préciser pour autant sous quelle forme cette collaboration aura lieu. Il semble inopportun de vouloir créer de nouvelles structures locales du type „syndicat de communes“ vu la réticence du secteur communal à leur égard tout en attirant l'attention sur le fait que la collaboration plus flexible par voie de convention que beaucoup de communes semblent préférer n'est guère adaptée dans le domaine spécifique visé par la présente proposition de loi et ceci au vu des répercussions financières à moyen et long terme de ces structures.

D'une manière plus générale le Gouvernement estime que le moment est mal choisi pour obliger les communes à s'engager dans un domaine qui ne relève pas directement de la compétence communale étant donné que le débat d'orientation sur la répartition future des compétences entre l'Etat et les communes, qui aura lieu à la Chambre des Députés en automne de cette année, devra définir plus clairement les domaines d'action prioritaires des communes dans un environnement économique plus difficile.

L'alinéa 2 du même article introduit la notion de „réseau de communes“ dans notre législation alors qu'une telle forme de collaboration locale est dépourvue de base légale et que la proposition de loi sous rubrique omet de préciser les modalités de fonctionnement d'un tel réseau.

Il ne faut pas perdre de vue que la proposition de loi sous examen s'inspire largement des modèles appliqués dans d'autres pays européens de taille importante où les distances à parcourir entre le domicile et l'établissement de prêt le plus proche sont autrement plus grandes qu'au Luxembourg, de sorte qu'une régionalisation des différentes bibliothèques semble être une approche plus réaliste et mieux adaptée aux besoins du pays.

Le Gouvernement tient à souligner l'existence de structures et de systèmes fédéralisants déjà en place ou en cours de réalisation ainsi que les différents programmes de promotion du livre à caractère régional, notamment:

- Le réseau actuel des bibliothèques du Grand-Duché de Luxembourg comprend actuellement 25 bibliothèques, dont un certain nombre de bibliothèques communales, parmi elles celles des villes de Luxembourg et de Dudelange. Ce réseau est coordonné par la Bibliothèque nationale (BNL) qui, par ce fait, remplit une mission lui attribuée par la loi de 1988 réorganisant les instituts culturels de l'Etat. Il utilise un système de gestion intégré de bibliothèques performant, Aleph 500, financé par l'Etat luxembourgeois par le biais du Centre informatique de l'Etat (CIE). Le système est géré par la BNL

en étroite coopération avec le CIE. Il en résulte un catalogue collectif, consultable en ligne, basé sur des règles de catalogage et de format conformes aux standards internationaux les plus utilisés. Compte tenu du coût élevé d'un système intégré de bibliothèques (prix d'achat, de maintenance, de mise à jour et d'adaptation aux conditions nationales), il ne serait ni économique, ni efficace de voir apparaître à côté d'Aleph 500 un deuxième système de gestion.

- Le système Aleph permet une coopération future entre bibliothèques luxembourgeoises encore plus performante et qui doit reposer sur un réseau comprenant trois piliers: les bibliothèques scientifiques et de recherche, les bibliothèques scolaires, les bibliothèques communales. Aleph et les logiciels SFX et Metalib, que la BNL continue à installer pour son compte et pour celui du réseau existant, disposent des potentialités techniques requises pour être adaptés aux besoins spécifiques des différents types de bibliothèques. A l'intérieur de chacun de ces trois piliers doivent se mettre en place une concertation et des synergies relatives aux politiques d'acquisitions, de catalogage et d'animation culturelle des bibliothèques concernées. Aussi des pools de catalogueurs et d'indexeurs travaillant notamment pour les petites bibliothèques pourraient-ils être créés, ceci afin de décharger celles-ci de cette tâche complexe qu'elles ont parfois du mal à maîtriser.
- Le prêt interbibliothèques, envisagé par Monsieur le député Zanussi, fonctionne déjà et peut s'étendre. Il ne devrait pas se limiter aux bibliothèques communales, mais englober toutes les bibliothèques du Grand-Duché.
- Des règles de catalogage et de format identiques et uniques pour toutes les bibliothèques sont sur le point d'être mises en place selon des modèles déjà en vigueur à l'étranger. Conformément à la législation en vigueur (loi de 1988), et conformément à la pratique internationale, la mise à jour de ces règles fait partie des missions de la BNL. L'unicité du système de gestion et des règles de catalogage et de format, ainsi que le catalogue collectif qui en découle, permettront une grande économie de temps et de personnel, dans la mesure où cette unicité et le catalogue collectif font qu'un titre d'ouvrage disponible dans plusieurs bibliothèques ne sera catalogué qu'une seule fois, par une seule bibliothèque.
- Depuis plusieurs années deux bibliobus desservent tout le territoire et assurent la diffusion du livre au niveau régional. De ce fait, l'Etat promeut le prêt public notamment dans les communes encore dépourvues de structures appropriées.
- Parallèlement aux initiatives de la BNL, le Ministère de la Culture et le Centre national de littérature soutiennent activement depuis des années des programmes de promotion du livre et de la lecture. De plus, des initiatives privées comme „Freed um Liesen“ a.s.b.l. sont soutenues notamment par le Fonds culturel national.

Il découle de ce qui précède que les objectifs à atteindre par la création d'une „bibliothèque centrale“ sont déjà atteints, sinon clairement visés par les fonctions dévolues à la BNL. Sa mission fédératrice en matière de conservation et de prêt public et ses capacités techniques et scientifiques peuvent améliorer les services d'approvisionnement et de prêt au niveau des bibliothèques locales. Aux communes de tirer avantage de cette offre.

De surcroît, les potentialités de la BNL en matière de promotion du livre et de la lecture se définissant comme faisant partie intégrante de la politique du livre définie par l'Etat, il s'avère de première importance d'éviter un éparpillement des compétences et des structures afin de sauvegarder un paysage transparent et fonctionnel au service de l'utilisateur.

Précisons que la mission coordinatrice de la BNL au service d'une meilleure gestion collective des bibliothèques publiques au niveau communal, génère une mission plus générale encore, à savoir la promotion du livre et de la lecture grâce à la coordination des initiatives individuelles ou collectives comme des expositions, des journées du livre, des lectures publiques, des animations en milieu scolaire, etc., en offrant des services supplémentaires susceptibles d'en favoriser le rayonnement au niveau national. La BNL, étant une institution engagée à multiplier les initiatives de collaboration transfrontalière avec nos pays voisins, son implication dans un système de coopération intercommunale pour la promotion du livre et de la lecture est susceptible d'aider à la mise en pratique d'une politique du livre au niveau de la grande région. Ceci en l'occurrence par le biais des relations de contiguïté de maintes communes luxembourgeoises avec des régions outre-frontière, en considération également des étroites relations culturelles avec l'Allemagne, la Belgique et la France.

On voit donc clairement que le développement des bibliothèques publiques mérite de s'accompagner d'une multiplication des initiatives en faveur du livre et de la lecture et qu'une institution comme la

Bibliothèque nationale répond parfaitement à ces exigences multiples dont la coordination des bibliothèques publiques ne constitue qu'un élément.

Il faut noter aussi que la proposition de loi n'évoque que marginalement l'existence des bibliothèques scolaires.

Concernant l'enseignement primaire pratiquement toutes les écoles ont aujourd'hui des coins lecture où les livres de lecture sont directement accessibles aux élèves.

Pour ce qui est de l'enseignement postprimaire, il existe dans chaque lycée et lycée technique une bibliothèque scolaire. Dans 11 établissements la bibliothèque est gérée par un bibliothécaire-documentaliste; elle est ouverte pendant 40 heures par semaine. Dans les autres établissements la bibliothèque est gérée par des professeurs bénéficiant de décharges substantielles (160 leçons donc 320 heures de présence pour 14 établissements). La bibliothèque est également un lieu de travail pour les élèves durant les heures de midi ou après les cours.

On peut en conclure que le réseau de bibliothèques de lecture et de documentation accessible aux jeunes est suffisant pour couvrir les besoins.

Par ailleurs, il faut s'attendre à ce que dans les prochaines années chaque ménage aura accès via Internet à un volume de documentation équivalent à celui qu'on rencontre dans une bibliothèque de taille moyenne. L'ouverture prochaine du portail mySchool aux élèves d'où ils peuvent accéder à une multitude de documents d'information sélectionnés constitue une étape importante de cette évolution que la proposition de loi ne prend pas en considération.

Finalement il faut relever que la proposition de loi se fonde sur une équation non vérifiée: offre plus grande de livres = lectures plus fréquentes.

Il est vrai que le fond du problème consiste à amener davantage de personnes, notamment de jeunes à lire, à apprendre à lire, à s'habituer à lire et à lire avec plaisir. Dans son exposé des motifs l'auteur de la proposition de loi fait également référence à cette priorité. De là à conclure qu'il suffit d'installer des bibliothèques de proximité pour susciter une culture de lecture peut s'avérer fallacieux.

La question se pose s'il ne faut pas investir davantage d'efforts dans la promotion directe de la lecture. C'est en tout cas dans cette optique que le ministère de l'éducation nationale a placé l'année scolaire 2003/04 sous le signe de la promotion de la lecture. A l'heure actuelle de nombreuses actions sont en préparation pour susciter ou pour maintenir le goût de la lecture auprès des jeunes et pour favoriser l'émergence d'une culture de la lecture.

Parallèlement l'inscription de dispositions en faveur de la lecture dans les nouvelles lois de l'éducation nationale, notamment au projet de loi portant organisation de l'éducation préscolaire et d'enseignement primaire aux articles 5 et 6 qui définissent les missions de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire, ainsi qu'au projet de loi de base sur l'École qui dispose à l'article 10 qu'un des principes de l'enseignement doit être de „permettre à l'élève de construire son propre savoir par l'accès à la lecture et à l'information, à réfléchir sur sa façon d'apprendre, à participer activement au cours et à formuler des propositions“. Rappelons encore que le projet de loi portant organisation des lycées et lycées techniques stipule en son article 28 que dans chaque lycée ou lycée technique doit être créé un centre de documentation et d'information.

Il appert que, concernant les missions de l'éducation nationale, il n'y a pas lieu de mettre en place, à ce stade, des structures différentes de celles qui existent actuellement.

Le département de l'éducation nationale ne voudrait cependant pas se fermer au constat qu'un effort s'avère nécessaire pour promouvoir également la lecture auprès des adultes notamment auprès des personnes qui aujourd'hui n'ont pas ou n'ont plus l'habitude de lire. Avant de créer de nouvelles structures il serait utile de réfléchir à la possibilité d'ouvrir au public l'accès aux bibliothèques scolaires de lycées ou lycées techniques en collaboration avec les communes.

Le ministère de l'éducation nationale propose d'expérimenter cette possibilité au lycée technique Josy Barthel à Mamer.

